

Règlement du Conseil général de la Ville de Fribourg (du 18 septembre 2018)

Le Conseil général de la Ville de Fribourg

Vu :

- la loi sur les communes du 25 septembre 1980 (LCo ; RSF 140.1) et son règlement d'exécution du 28 décembre 1981 (RELCo ; RSF 140.11) ;
- la loi sur les finances communales du 22 mars 2018 (LFCo ; RSF 140.6) et son ordonnance du 14 octobre 2019 (OFCo ; RSF 140.61) ;
- la loi sur l'exercice des droits politiques du 6 avril 2001 (LEDP ; RSF 115.1) ;
- la loi sur le droit de cité fribourgeois du 14 décembre 2017 (LDCF ; RSF 114.1.1),

arrête :

Chapitre premier : Dispositions générales

Composition (art.
27 let. c LCo)

Art. 1 Le Conseil général se compose de huitante membres élus pour une législature de cinq ans selon le mode de scrutin proportionnel.

Groupes

Art. 2 ¹ Les membres élus sur une même liste constituent un groupe, à la condition qu'ils soient au moins cinq.

² S'ils sont moins de cinq, ils peuvent :

- a) s'ils sont agréés, se joindre à un groupe de leur choix ;

- b) former un groupe en se joignant à des membres d'autre(s) liste(s) n'ayant pas cinq élu-e-s.

³ Les groupes doivent être constitués pour la séance constitutive.

⁴ Chaque groupe choisit son nom, désigne son ou sa Président-e et en informe le Bureau.

Vacance (art. 77 LEDP)

Art. 3 ¹ En cas de vacance d'un siège en cours de législature, la personne en tête des viennent-ensuite de la liste concernée est proclamée élue par le Conseil communal.

² Si elle décline son élection, le siège est attribué à la personne suivante. Lors d'une vacance ultérieure, son nom est à nouveau pris en considération.

³ En cas d'égalité de suffrages entre plusieurs viennent-ensuite et à moins que l'un d'entre eux ou l'une d'entre elles ne cède son rang, il est procédé à un tirage au sort en présence des personnes intéressées. La personne écartée par le sort ou qui a cédé son rang garde son rang dans la liste des viennent-ensuite.

Attributions (art. 10a, 27 al. 3 et 4, 133a et 134a LCo, 67s. LFCo)

Art. 4 ¹ Le Conseil général élit ses organes.

² Il exerce les attributions que lui confère la législation sur les communes, à savoir :

¹ Modification adoptée par le Conseil général le 5 avril 2022, approuvée par la Direction des institutions de l'agriculture et des forêts le 16 janvier 2023.

-
- a) il décide du changement de nom de la commune et de la modification de ses armoiries ;
 - b) il décide des modifications des limites communales, à l'exception des modifications prévues par la législation sur la mensuration officielle ;
 - c) il adopte les règlements de portée générale ;
 - d) il décide du changement du nombre de membres du Conseil communal ;
 - e) il adopte les statuts d'une association de communes ainsi que les modifications essentielles de ceux-là ; il décide de la sortie de la commune de l'association et de la dissolution de celle-ci ;
 - f) il surveille l'administration de la commune ;
 - g) il décide du changement du nombre de membres du Conseil général ;
 - h) il vote sur le principe de la fusion avec une ou plusieurs communes, lorsque la demande émane de l'un de ses membres ;
 - i) il décide du budget et des investissements figurant dans le Plan financier selon les catégories suivantes :
 - Catégorie I: investissements déjà décidés ;

Catégorie II : projets d'investissements sur lesquels le Conseil général décide objet par objet ;

Catégorie III : projets d'investissements déjà mentionnés dans le Plan financier.

- j) il prend acte du plan financier et de ses mises à jour ;
- k) il approuve les comptes ;
- l) il prend acte du rapport de gestion ;
- m) il vote les crédits d'engagements, les crédits additionnels et les crédits supplémentaires qui ne relèvent pas du Conseil communal ;
- n) il approuve les dépassements de crédits dans les cas prévus par la loi ;
- o) il vote les dépenses non prévues au budget, à l'exception de celles dont le montant résulte de la loi ou d'une décision judiciaire passée en force ;
- p) il décide des impôts et des autres contributions publiques, à l'exception des émoluments de chancellerie ;
- q) il décide de l'achat, de la vente, de l'échange, de la donation ou du partage d'immeubles, de la constitution de droits réels limités et de toute autre opération permettant d'atteindre un but économique analogue à celui d'une acquisition ou d'une aliénation d'immeubles ;

- r) il décide de la délégation de tâches à un tiers entraînant des dépenses nouvelles ;
- s) il décide des conventions liant la commune à un tiers et entraînant des dépenses nouvelles ;
- t) il décide des cautionnements et autres garanties ;
- u) il décide des prêts et des participations qui ne répondent pas aux conditions usuelles de sécurité et de rendement ;
- v) il décide de l'acceptation d'une donation avec charge ou d'un legs avec charge ;
- w) il fixe le nombre de membres de la Commission financière et d'autres commissions permanentes relevant de sa compétence et les élit ; il élit également les membres des commissions spéciales qui ne sont pas désignées par le Bureau ;
- x) il désigne l'organe de révision sur proposition de la Commission financière.

³ Le Conseil général prend acte des comptes annuels de la CPPVF, du rapport de l'organe de révision ainsi que l'attestation de l'expert-e ; il prend également acte du rapport de gestion annuel de SINEF SA et d'Eau de Fribourg SA – Freiburger Wasser SA.

⁴ Le Conseil communal est compétent, jusqu'à un montant de CHF 200'000 francs maximum, pour les opérations de l'alinéa 2, lettres p à u.

⁵ Le Conseil général peut déléguer au Conseil communal la compétence d'arrêter le tarif des contributions publiques autres que les impôts, à condition qu'il précise le cercle des assujetti-e-s, l'objet, le mode de calcul et le montant maximal de la contribution.

Initiative

a) validité (art. 51ter LCo, art. 141 LEDP)

Art. 5 Lorsqu'une initiative a abouti, le Conseil communal transmet au Conseil général le résultat du dénombrement des signatures et le texte de l'initiative. Le Conseil général statue sur la validité de l'initiative.

b) initiative formulée en termes généraux (art. 126 LEDP)

Art. 6 ¹ Lorsque le Conseil général se rallie à une initiative formulée en termes généraux, il élabore, dans un délai de deux ans, un règlement conforme à l'initiative et soumis à référendum.

² Lorsque le Conseil général ne se rallie pas à l'initiative, celle-ci est soumise au peuple dans le délai de cent huitante jours dès la date d'adoption de l'arrêté constatant sa validité. Lorsque le peuple accepte l'initiative, le Conseil général élabore, dans un délai de deux ans, un règlement qui lui est conforme.

c) initiative entièrement rédigée (art. 127 ss LEDP)

Art. 7 ¹ Lorsque le Conseil général se rallie à une initiative entièrement rédigée, celle-ci devient un règlement soumis à référendum.

² Lorsque le Conseil général ne se rallie pas à l'initiative et qu'il n'élabore pas de contre-projet, la votation a lieu dans le délai de cent huitante jours dès la date de l'adoption de l'arrêté constatant la validité de l'initiative.

³ Lorsque le Conseil général ne se rallie pas à l'initiative, il peut également, dans le délai de

deux ans dès la date d'adoption de l'arrêté constatant sa validité, élaborer un contre-projet.

⁴ Si un contre-projet a été élaboré, la votation a lieu dans le délai de cent huitante jours dès son adoption par le Conseil général.

⁵ Lorsque le Conseil général soumet également un contre-projet, le peuple peut déclarer sans réserve :

- a) s'il accepte l'initiative populaire ;
- b) s'il accepte le contre-projet élaboré par le Conseil général ;
- c) lequel des deux textes, en cas d'acceptation et de l'initiative et du contre-projet, doit entrer en vigueur.

d) retrait (art. 118 LEDP)

Art. 8 ¹ Une initiative, à laquelle le Conseil général s'est rallié, ne peut plus être retirée.

² Une initiative à laquelle le Conseil général ne s'est pas rallié peut être retirée au plus tard dans les trente jours dès la publication dans la Feuille officielle de l'arrêté soumettant l'initiative au peuple.

Chapitre 2 : Séance constitutive

Réunion préparatoire

Art. 9 Le ou la Secrétaire de Ville convoque à une réunion préparatoire le ou la Doyen-ne d'âge du Conseil général ainsi qu'un membre délégué par chaque groupe. Cette réunion a lieu au moins vingt jours avant la date de la séance constitutive du Conseil général. Le Conseil communal y est représenté.

Convocation (art. 30 al. 1 LCo)

Art. 10 Les membres sont convoqué par pli personnel par le Conseil communal dans les soixante jours qui suivent l'élection et au moins dix jours avant la séance. L'ordre du jour comporte exclusivement les points relatifs à la constitution du Conseil général, à l'élection des membres de la Commission financière, de la Commission des naturalisations, des autres Commissions permanentes et des délégations désignées par le Conseil général ainsi qu'enfin les "Divers".

Assermentation –
Séance
constitutive (art. 29a et 30 al. 2 LCo)

Art. 11 ¹ Les membres sont assermenté par le Préfet ou la Préfète conformément à la loi sur les communes.

² Le ou la Doyen·ne d'âge ouvre la séance en prononçant le discours inaugural de la législature, puis il ou elle communique, le cas échéant, la liste des membres du Conseil général et du Conseil communal excusés, procède ensuite à l'appel nominal, par ordre alphabétique, des membres qui se lèvent à l'appel de leur nom.

³ Le ou la Doyen·ne d'âge préside aux opérations électorales mentionnées à l'article 15.

Publications des
coordonnées des
membres du
Conseil général

Art. 12 ¹ Les coordonnées des membres du Conseil général sont publiées sur le site internet de la ville avec leur consentement.

² Sur requête motivée d'un membre du Conseil général, le Bureau peut décider que certaines coordonnées du membre requérant ne soient pas publiées.

Obligation de signaler les intérêts

Art. 13 ¹ Les liens particuliers qui associent les membres du Conseil général à des intérêts privés ou publics doivent être publiés sur le site Internet de la ville.

² Les membres sont en outre tenus, lorsqu'ils s'expriment en plénum sur un objet en relation avec un tel lien, de rappeler l'existence de celui-ci.

Bureau provisoire (art. 30 al. 2 LCo)

Art. 14 Le ou la Doyen·ne d'âge désigne quatre Scrutateurs·trices appartenant à des groupes différents qui forment avec lui ou elle le Bureau provisoire.

Election du Bureau (art. 32 LCo)

Art. 15 ¹ Le Conseil général procède successivement à l'élection des membres de son Bureau soit :

- a) un·e Président·e et un·e Vice-Président·e pour une période de douze mois ; ils ou elles ne peuvent appartenir au même groupe ;
- b) un·e Scrutateur·trice par groupe pour la durée de la législature.

Il élit ensuite un·e Scrutateur·trice suppléant·e par groupe pour la durée de la législature. Ils ou elles sont appelé·e·s à remplacer les Scrutateurs·trices empêché·e·s.

² Le Bureau entre en fonction immédiatement après son élection.

³ Le ou la Président·e élu·e prend la parole. Il ou elle donne ensuite la parole au ou à la Syndic·que.

Election des Commissions

Art. 16 ¹ Le Conseil général élit une Commission financière de onze membres.

permanentes (art.
36 al. 1 et 1bis
LCo, art. 43 al. 1
LDCF)

² Le Conseil général élit une Commission des naturalisations de sept ou neuf membres.

³ Le Conseil général élit, en outre, les membres des autres Commissions, ainsi que les délégations.

⁴ Le Bureau provisoire établit, en vue de la séance constitutive, le nombre de sièges de chaque groupe dans les Commissions permanentes, ainsi que dans les délégations.

⁵ Il est équitablement tenu compte des groupes et de leur force numérique. Aucun groupe ne peut prétendre à une représentation majoritaire dans ces Commissions, à moins qu'il ne dispose de la majorité absolue au Conseil général. Chaque groupe est représenté dans chaque Commission permanente.

Membres
suppléants

Art. 16bis² ¹ Lorsqu'un membre d'une commission permanente citée à l'article 16 al. 1 et 3 est empêché de participer à une séance, il peut se faire remplacer par un membre suppléant.

² Pour chaque commission précitée où ils sont représentés, les groupes disposent d'un membre suppléant pour deux membres ordinaires, mais au minimum d'un membre suppléant.

³ Les membres suppléants des commissions citées à l'article 16 al. 1 et 3 sont élus par le Conseil général.

² Modification adoptée par le Conseil général le 22 septembre 2025, approuvée par la Direction des institutions de l'agriculture et des forêts le 23 décembre 2025. En vigueur dès le 02.05.2026 (date d'assermentation) pour le début de la législature 2026-2031.

Mode d'élection
(art. 46 al. 1bis
LCo, art. 9 ss
RELCo)

Art. 17¹ Les élections ont lieu au scrutin de liste à la majorité absolue des suffrages, les abstentions, les bulletins blancs et les bulletins nuls n'étant pas comptés. Au deuxième tour, la majorité relative suffit.

² En cas d'égalité des voix, le ou la Président.e procède au tirage au sort.

³ Si le nombre de personnes candidates est égal ou inférieur au nombre de sièges à pourvoir, tous les candidat.e.s sont élu.e.s tacitement, à moins que l'organisation d'un scrutin de liste conformément à l'alinéa 1 ne soit demandée par un cinquième des membres présents.

⁴ Le ou la Président.e et le ou la Vice-Président.e sont toujours élu.e-s au scrutin de liste.

Clôture de la
séance

Art. 18 Les opérations électorales terminées et les "Divers" liquidés, le ou la Président.e lève la séance.

Chapitre 3 : Organes et attributions

Section 1 : Présidence

Durée du mandat
(art. 32 al. 1 LCo)

Art 19¹ Le ou la Président.e et le ou la Vice-Président.e sont élu.e-s pour une période de douze mois. Ils ou elles ne peuvent être réélu.e-s dans leur fonction au cours d'une même législature.

² Si la charge de Président.e devient vacante plus de six mois avant le terme du mandat, le Conseil général procède à une nouvelle élection. Dans l'autre cas, le ou la Vice-Président.e assume la

présidence. Il ou elle reste éligible à la présidence pour l'année suivante.

Attributions et remplacement (art. 32 al. 2 et 3, 34 al. 2 let. cter LCo, art. 42e al. 2 let. a RELCo, art. 8 LInf)

Art. 20 ¹ Le ou la Président·e a les attributions suivantes:

- a) il ou elle dirige les délibérations, veille au maintien de l'ordre et proclame le résultat des scrutins ;
- b) il ou elle convoque et préside le Bureau ;
- c) il ou elle établit, d'entente avec le Conseil communal, le projet de calendrier des séances du Conseil général ainsi que la liste des objets à traiter et fixe les séances du Bureau ;
- d) il ou elle surveille les travaux des Commissions; il ou elle est informé·e des mutations qui interviennent au sein des Commissions spéciales et statue sur l'indemnisation d'expert·e·s dont les Commissions ont décidé l'audition ;
- e) il ou elle dispose du Secrétariat, reçoit la correspondance adressée au Conseil général, lui donne suite et veille à l'expédition des documents qui émanent du Conseil général ;
- f) il ou elle signe les actes du Conseil général avec le ou la Secrétaire de Ville ou son adjoint·e ;
- g) il ou elle représente le Conseil général à l'extérieur et assure les relations avec le Conseil communal ;

h) il ou elle est responsable, pour le Bureau, de l'information du public et des médias sur les affaires du Conseil général, ainsi que de la mise en œuvre du droit d'accès aux documents de celui-ci.

² Le ou la Vice-Président·e, à son défaut un·e Scrutateur·trice, remplace le ou la Président·e empêché·e ou qui veut prendre part à la discussion.

Section 2 : Scrutateurs et Scrutatrices

Attributions (art. 33, 45 et 45a LCo)

Art. 21 ¹ Les Scrutateurs·trices contrôlent la concordance de la liste de présence avec l'assistance dans la salle.

² Ils ou elles contrôlent les urnes, délivrent, recueillent les bulletins de vote et en font le dépouillement.

³ Ils ou elles comptent les suffrages lors des votes à main levée.

⁴ Ils ou elles communiquent par écrit au ou à la Président·e le résultat des votes et des élections.

⁵ La ou le Président·e peut faire appel aux Scrutateurs·trices suppléant·e·s pour assister les Scrutateurs·trices.

⁶ Les dispositions relatives au vote électronique demeurent réservées (article 60).

Section 3 : Bureau

Composition (art. 34 LCo)

Art. 22 ¹ Le Bureau est formé du ou de la Président·e, du ou de la Vice-Président·e et des Scrutateurs·trices.

² Le Bureau est convoqué par le ou la Président·e trois semaines au moins avant chaque séance du Conseil général. Si deux séances ont lieu dans un intervalle inférieur à vingt jours, le Bureau peut traiter en une seule réunion les objets relatifs aux deux séances du Conseil général.

³ Le Bureau prend ses décisions à la majorité des membres présents. En cas d'égalité des voix, celle du ou de la Président·e est prépondérante.

⁴ Le ou la Président·e invite aux séances du Bureau les représentant·e-s des groupes avec voix consultative.

⁵ Le ou la Président·e désigne les Scrutateurs·trices suppléant·e-s appelé·e-s à remplacer les Scrutateurs·trices absent·e-s ou empêché·e-s. Dans de tels cas, la ou le Président·e veille à la représentation équitable des groupes.

⁶ Le Conseil communal peut être invité par le ou la Président·e aux séances du Bureau avec voix consultative.

Attributions (art. 34 LCo, art. 6 RELCo)

Art. 23 Le Bureau a les attributions suivantes :

- a) il fixe les séances du Conseil général et leur ordre du jour en accord avec le Conseil communal, et convoque le Conseil général ;
- b) il fixe le calendrier annuel des séances du Conseil général, d'entente avec le Conseil communal ;
- c) il tranche les contestations relatives à la procédure ;

- d) il fait rapport sur les pétitions adressées au Conseil général ;
- e) il fait les observations aux recours contre les décisions du Conseil général ;
- f) il désigne les Commissions spéciales et en nomme les personnes qui les président (article 32) ;
- g) il accomplit les autres tâches qui lui sont attribuées par la loi ou le présent règlement ;
- h) il organise, en début de législature, une séance d'information à l'attention des membres du Conseil général.

Section 4 : Secrétariat

Attributions (art. 35 LCo)

Art. 24 ¹ Le ou la Secrétaire de Ville, ou un·e de ses adjoint·e·s assigné·e à cette tâche, assume le secrétariat du Conseil général, du Bureau et des Commissions.

² Si nécessaire, il ou elle est remplacé·e par un autre membre du Secrétariat de Ville.

³ Il ou elle peut se faire représenter aux séances des Commissions en déléguant un membre du personnel communal.

⁴ Le ou la Secrétaire informe les membres du Conseil général de la composition des Commissions spéciales et les convoque en accord avec le ou la Président·e. Il ou elle tient un état des Commissions et des délégations.

Moyens **Art. 25** Le Secrétariat du Conseil général dispose de moyens suffisants pour l'accomplissement de ses tâches.

Section 5 : Commissions

1. Commissions permanentes

Commission financière (art. 36 al. 1, 96, 97 LCo, art. 48 al. 2 RELCo) **Art. 26** ¹ La Commission financière exerce les compétences qui lui sont dévolues par la loi.

² Les rapports élaborés par la Commission financière au sujet du Budget et des Comptes sont adressés, en principe par courriel, aux membres du Conseil général au plus tard trois jours avant la séance au cours de laquelle ils seront examinés.

Commission des naturalisations (art. 43 al. 1 LDCF) **Art. 27** La Commission des naturalisations exerce les compétences qui lui sont dévolues par la loi.

Autres Commissions permanentes (art. 36 al. 1bis LCo) **Art. 28** ¹ Le Conseil général peut décider, sur la proposition du Conseil communal, de son Bureau ou de l'un de ses membres, la constitution d'autres Commissions pour la durée de la législature.

² L'institution d'une telle Commission doit figurer dans l'ordre du jour et faire l'objet d'un vote distinct de celui relatif à la composition de cette Commission. Le Conseil général fixe le nombre des membres de telles Commissions.

Election et composition (art. 16 RELCo) **Art. 29** ¹ Les membres d'une Commission permanente sont élus sur proposition des partis ou groupes représentés au Conseil général.

² Les Président-e-s des partis ou groupes présentent au Bureau, par écrit, leurs propositions de candidat-e-s.

³ Il est équitablement tenu compte des groupes et de leur force numérique. Aucun groupe ne peut prétendre à une représentation majoritaire dans une Commission, à moins qu'il ne dispose de la majorité absolue au Conseil général. Chaque groupe est représenté dans chaque Commission permanente.

Durée des fonctions (art. 15bis LCo)

Art. 30 La durée des fonctions des membres des Commissions permanentes prend fin au plus tard au terme de la législature. Les membres sortantes restent cependant en charge jusqu'à l'entrée en fonction de leurs successeur-e-s.

Organisation interne

Art. 31 Les Commissions permanentes se constituent, en désignant leur Président-e, leur Vice-Président-e et leur Secrétaire. Elles adoptent un règlement interne.

2. Commissions spéciales

Constitution, désignation et remplacement (art. 36 al. 2 LCo)

Art. 32¹ Le Conseil général ou le Bureau décide de la constitution de Commissions spéciales chargées de l'examen d'objets importants. Ces Commissions sont dissoutes une fois leur mission accomplie.

² Le Bureau fixe le nombre des membres de la Commission et nomme son ou sa Président-e. Il est équitablement tenu compte des groupes et de leur force numérique. Chaque groupe désigne la ou les personnes qui le représentent.

³ Un membre de la Commission peut être remplacé par un·e autre représentant·e désigné·e par son groupe. Le ou la Président·e du Conseil général et le ou la Président·e de la Commission en sont informé·e·s. Le remplacement vaut pour la suite des travaux.

3. Organisation et procédure

Convocation

Art. 33 Les membres des Commissions sont convoqués aux séances par leur Secrétariat, d'entente avec le ou la Président·e de la Commission.

Procès-verbal
(art. 103bis al. 2
LCo)

Art. 34¹ Le procès-verbal est, en règle générale, adressé à chaque membre de la Commission sous forme imprimée et/ou électronique au choix du membre avant la prochaine séance. A défaut, il est remis à la séance suivante. S'il n'y a pas de séance subséquente, les membres de la Commission peuvent, à réception du procès-verbal, faire par écrit leurs observations à leur Secrétariat qui en informe immédiatement le ou la Président·e de la Commission. Ce dernier ou cette dernière fait convoquer, en cas de contestation du procès-verbal, une réunion de la Commission pour liquider définitivement la question.

² Les procès-verbaux des séances des Commissions du Conseil général ne peuvent être consultés qu'avec l'autorisation unanime du Bureau du Conseil général.

³ Les membres du Conseil général peuvent consulter ces procès-verbaux. Ils s'abstiennent d'en divulguer le contenu à des tiers.

Information du public et des médias

Art. 35 ¹ Les Commissions, par leur présidence ou une personne qu'elles ont désignée à cet effet, décident de l'opportunité et de la manière de communiquer le contenu de leurs travaux au public et aux médias. Le cas échéant, le ou la Rapporteur·teuse de minorité peut aussi donner des informations.

² Dans tous les cas, les Commissions transmettent simultanément leurs communiqués aux membres du Conseil général et au Conseil communal.

Représentation du Conseil communal et appel à des tiers

Art. 36 ¹ Les membres du Conseil communal sont invité·e·s aux séances des Commissions traitant d'un objet relevant de leur administration. Cependant, les Commissions peuvent tenir des séances internes.

² Les Commissions peuvent entendre des expert·e·s après entente avec le ou la Président·e du Conseil général et après avoir informé le Conseil communal.

Attributions (art. 14ter RELCo)

Art. 37 ¹ Les Commissions examinent les propositions du Conseil communal et, lors de la clôture de l'examen du dossier, elles font une proposition au Conseil général tendant soit à l'acceptation, avec ou sans proposition de modification ou amendement, soit au rejet, soit au renvoi du projet de décision soumis au Conseil général. La liste des propositions mises au vote lors des délibérations, ainsi que les résultats des votes, sont aussi communiqués.

² Elles donnent leur préavis lors de la séance du Conseil général traitant de l'objet en cause.

Lorsqu'une proposition minoritaire obtient au moins les deux cinquièmes des voix, la minorité peut désigner un·e Rapporteur·teuse pour soutenir sa proposition devant le Conseil général. Si les deux cinquièmes donnent un chiffre avec fraction décimale, le résultat est arrondi à l'unité inférieure.

³ Les Commissions décident de l'opportunité d'adresser aux membres du Conseil général par écrit leur rapport ou leur préavis et, le cas échéant, le rapport de minorité.

⁴ Les décisions sont prises à la majorité. Le ou la Président·e de la Commission peut participer au vote. En cas d'égalité, il ou elle départage.

Transmission des dossiers pour archivage

Art. 38 Le ou la Président·e de chaque Commission, lorsque celle-ci a rempli son mandat, remet au Secrétariat du Conseil général les divers rapports, pièces et documents qui lui ont été confiés et qui doivent être classés dans les archives.

Chapitre 4 : Séances

Section 1 : Préparation

Calendrier (art. 37 LCo)

Art. 39 ¹ A l'exception des mois de juillet et d'août, le Conseil général siège en principe en séance ordinaire une fois par mois. La séance de mai est consacrée en particulier à l'examen des Comptes et du Rapport de gestion de l'année précédente et la séance de décembre à l'adoption du Budget de l'année suivante.

² Le calendrier annuel des séances est arrêté par le Bureau d'entente avec le Conseil communal. Il est publié sur le site Internet de la Ville. Les

séances ont lieu en principe le lundi à 19.30 heures.

³ Le Conseil général se réunit en séance extraordinaire dans un délai de trente jours :

a) lorsque le Conseil communal le demande ;

b) lorsqu'un cinquième (16) des membres en fait la demande écrite en vue de traiter des objets qui sont du ressort du Conseil général.

Convocations
(art. 38 LCo, art.
64 LFCo)

Art. 40 ¹ Les convocations sont adressées personnellement par voie électronique ou postale à tous les membres, si possible quinze jours avant la date de la séance. Elles contiennent l'ordre du jour et sont accompagnées des messages et autres documents y relatifs.³

² Lorsque le Conseil communal envisage une modification des coefficients et taux d'impôts communaux, le projet de modification doit être annoncé dans la convocation.³

³ Les convocations et les documents qui les accompagnent sont publiés sur le site internet de la Ville dès leur envoi aux membres.

⁴ En cas de divergence entre le Conseil communal et le Bureau au sujet d'un objet à porter à l'ordre du jour, celui-ci ne peut y figurer. Si la divergence subsiste, la question est soumise au Conseil général à la séance suivante.

Saisine du
Conseil général et
retrait d'un objet
de l'ordre du jour

Art. 41 Dès réception de la convocation par le Conseil général, un point de l'ordre du jour ne peut être retiré qu'en séance par décision du

³ Modification adoptée par le Conseil général le 5 avril 2022, approuvée par la Direction des institutions de l'agriculture et des forêts le 16 janvier 2023.

Conseil général, sur requête du Conseil communal ou du Bureau.

Séances de
relevée et
prochaine séance

Art. 42 ¹ En cas de besoin, notamment lorsqu'il est à prévoir que l'ordre du jour ne pourra être épuisé en une soirée, une séance de relevée peut être convoquée le lendemain.

² On entend par prochaine séance au sens des articles 65, 69, 70 et 71, celle qui suit la séance de relevée.

Séances
rapprochées

Art. 43 ¹ Lorsque le Conseil général est réuni à deux reprises dans un intervalle de moins de vingt jours, le Bureau peut décider d'adresser une seule convocation pour les deux réunions. Toutefois, la convocation mentionne expressément les objets à traiter à chacune des réunions.

² Les "Divers" sont ouverts à chaque séance.

Section 2 : Déroulement

Quorum (art. 44
LCo)

Art. 44 Le Conseil général ne peut prendre de décisions que si la majorité de ses membres est présente.

Obligation de
siéger (art. 39
LCo)

Art. 45 ¹ Le membre qui, sans motif reconnu légitime par le Bureau, manque trois séances consécutives du Conseil général, est déchu de sa fonction. Le Bureau prononce la déchéance.

² Le membre empêché de prendre part à une séance en informe d'avance le Secrétariat avec indication des motifs. En cas d'impossibilité pour le membre de communiquer les motifs de son absence, il peut y remédier dans un délai de dix jours après la disparition de l'empêchement.

Récusation (art. 21 et 65 LCo, art. 6 let. a, 11 et 25ss RELCo)

Art. 46 ¹ Un membre du Conseil général ne peut assister à la délibération d'un objet qui présente un intérêt spécial pour lui-même ou pour une personne avec laquelle il se trouve dans un rapport étroit de parenté ou d'alliance, d'obligation ou de dépendance.

² Cette règle ne s'applique pas aux élections et désignations auxquelles le Conseil doit procéder parmi ses membres.

³ Le membre sujet à un motif de récusation quitte immédiatement et de son propre chef la salle des délibérations. Il en est de même lors des séances du Bureau et des Commissions. Toute récusation est annoncée et mentionnée au procès-verbal avec sa motivation. S'il y a contestation, le Bureau tranche le cas.

Présence du Conseil communal (art. 40 LCo)

Art. 47 ¹ Les membres du Conseil communal assistent aux séances du Conseil général avec voix consultative.

² Le Conseil communal peut se faire assister de membres du personnel de la Commune.

Intervention de tiers

Art. 48 Le Bureau peut exceptionnellement inviter des tiers à s'exprimer.

Publicité (art. 9bis LCo et art. 3 al. 4 RELCo)

Art. 49 ¹ Les séances du Conseil général sont publiques.

² Les représentant.e-s des médias reçoivent du Secrétariat les documents destinés à tous les membres du Conseil général en même temps que ceux-ci.

³ Les médias ont la faculté d'opérer dans la salle des délibérations et dans la tribune du public. Ils

sont autorisés à effectuer des prises de son ou d'images et à retransmettre, soit en direct, soit en différé, les délibérations du Conseil général dans leur intégralité ou partiellement. Le ou la Président.e en informe le Conseil général.

⁴ Toute autre prise de son ou d'images, par des personnes privées ou des membres du Conseil général, doit être autorisée par le Conseil général et préalablement annoncée.

⁵ Le Bureau peut décider de la diffusion des séances du Conseil général sur internet.

Langues utilisées **Art. 50**¹ Les membres s'expriment en français ou en allemand.

² Sur demande du Bureau, les documents importants sont fournis aux membres en français et en allemand. Dans tous les cas, les messages comportent un résumé dans l'autre langue.

Ouverture de la séance **Art. 51** En ouvrant la séance, le ou la Président.e constate la régularité de la convocation et demande aux membres s'ils ont des remarques d'ordre formel à faire quant à l'ordre du jour. Il ou elle donne la liste des membres du Conseil général et du Conseil communal excusés et salue, le cas échéant, les nouveaux membres du Conseil général. Il ou elle fait ensuite les communications qu'il ou elle juge opportunes et peut sur demande donner la parole au Conseil communal.

Ordre de traitement des objets (art. 7 RELCo) **Art. 52**¹ Les délibérations se déroulent en suivant l'ordre des objets à traiter tel qu'il figure dans la convocation.

² Les propositions touchant à l'ordre des objets à traiter sont à faire immédiatement après l'annonce de ceux-là et à traiter immédiatement.

Entrée en matière, discussion générale (art. 42 LCo, art. 14 ss RELCo)

Art. 53 ¹ Le ou la Président.e introduit le point de l'ordre du jour, puis donne la parole au ou à la Président.e de Commission, le cas échéant au ou à la Rapporteur.teuse de minorité, puis donne la parole au ou à la représentant.e du Conseil communal, enfin ouvre la discussion générale.

² S'il s'agit d'affaires internes au Conseil général, le rapport est présenté par le Bureau.

³ S'il s'agit du Rapport de gestion, du Budget et des Comptes, le ou la représentant.e Conseil communal s'exprime en premier, puis le ou la Rapporteur.teuse de la Commission financière.

⁴ Dans le cadre de la discussion générale, les membres du Conseil général peuvent intervenir, notamment pour proposer la non-entrée en matière de l'objet ou son renvoi. Ils peuvent aussi annoncer des propositions de modification ou proposer le rejet de l'objet.

⁵ En ce qui concerne le Rapport de gestion, le Budget et les Comptes, l'entrée en matière est acquise de plein droit, de sorte qu'il ne peut y avoir de propositions de non-entrée en matière. Toutefois, une demande de renvoi est possible.

Vote d'entrée en matière ou de renvoi

Art. 54 ¹ Au terme de la discussion générale, les Rapporteurs.teuses de la Commission ou de la Commission financière, puis le Conseil communal prennent position brièvement et répondent, le cas échéant, aux autres interventions :

- a) Si l'entrée en matière n'est pas combattue, elle est acquise sans vote ;
- b) Il y a vote en cas de proposition de non-entrée en matière ou de renvoi. Les propositions de renvoi indiquent les éléments à réexaminer, à modifier ou à compléter.

² Si l'entrée en matière est acquise et que l'objet n'est pas renvoyé, il est passé directement à la discussion de détail.

Limitation du temps de parole

Art. 55 Le ou la Président.e peut limiter le temps de parole des personnes qui interviennent; en cas de contestation, le Bureau tranche.

Discussion de détail (art. 42 al. 2 LCo)

Art. 56 ¹ L'entrée en matière acquise, la discussion se poursuit, le cas échéant, sur chaque article des règlements ou autres projets de décision, sur chaque chapitre du Rapport de gestion ou rubrique du Budget et des Comptes, après que les Rapporteurs-teuses se sont exprimé-e-s.

² Les membres du Conseil général peuvent intervenir notamment en proposant des amendements ou en faisant des propositions de modification relatives à l'article des règlements, des projets de décisions ou du Budget mis en discussion. Les propositions de modification et les amendements portant sur des articles de règlement de portée générale sont déposés par écrit d'ici à la fin de la discussion de détail.⁴

⁴ Modification adoptée par le Conseil général le 5 avril 2022, approuvée par la Direction des institutions de l'agriculture et des forêts le 16 janvier 2023.

³ La discussion close, les Rapporteurs·teuses et le Conseil communal sont invités à répondre aux interventions et à se déterminer à leur sujet. S'il s'agit du Budget, le ou la représentant·e du Conseil communal s'exprime en premier, puis le ou la Rapporteur·teuse de la Commission financière.

⁴ Après la prise de position des Rapporteurs·teuses, le ou la Président·e peut donner à nouveau la parole aux membres auxquels il a été répondu s'il s'agit de rectifier une inexactitude manifeste ou d'apporter brièvement une clarification.

Ordre des votes
(art. 15 RELCo)

Art. 57 ¹ Après avoir clos la discussion, le ou la Président·e demande aux membres qui ont présenté des amendements ou des propositions de modification s'ils les maintiennent.

² Si le Conseil communal et la Commission se rallient aux amendements ou propositions de modification, le vote, qui peut être tacite, porte directement sur le texte amendé ou sur la proposition retenue. Toutefois, un membre peut demander de s'en tenir à la proposition initiale.

³ S'il n'y a pas ralliement et que la proposition du Conseil communal est confrontée à un seul amendement ou à une seule proposition de modification, le ou la Président·e les confronte en les opposant. La proposition qui l'emporte est soumise au vote.⁴

⁴ S'il y a plusieurs amendements ou propositions de modification, le ou la Président·e invite le Conseil général à se prononcer sur chacune

d'elles en les opposant les unes aux autres, en commençant par celles qui s'écartent le plus de la proposition initiale. Celles qui obtiennent le moins de voix sont successivement éliminées. La proposition restante est ensuite opposée à celle du Conseil communal, le vote portant d'abord sur cette dernière. La proposition qui l'emporte est soumise au vote. ⁵

⁵ Ne sont opposables que les propositions de modification ou les amendements qui portent sur la même matière et qui sont incompatibles. Si ce n'est pas le cas, chaque proposition de modification ou amendement est successivement opposée conformément à la procédure de vote selon l'alinéa 4.

⁶ Si les amendements ou les propositions de modification concernent différents points de la décision, la même procédure selon les alinéas 4 et 5 est suivie à chaque fois.

Seconde lecture
facultative

Art. 58 ¹ Les règlements peuvent faire l'objet d'une seconde lecture sur décision du Bureau ou si le Conseil général le décide à la demande d'un membre.

² La question de la seconde lecture doit être décidée, au plus tard à la fin de la première lecture. En pareil cas, le vote d'ensemble n'a lieu qu'à l'issue de la seconde lecture.

³ La seconde lecture est définitive et il n'est pas procédé à une lecture supplémentaire pour les

⁵ Modification adoptée par le Conseil général le 5 avril 2022, approuvée par la Direction des institutions de l'agriculture et des forêts le 16 janvier 2023.

dispositions ayant subi une modification en cours de deuxième lecture.

⁴ La procédure de vote à l'article 57 est applicable par analogie.

Vote d'ensemble

Art. 59 ¹ Lorsque l'objet comporte plusieurs dispositions ou s'il s'agit du Budget, des Comptes et du Rapport de gestion, un vote d'ensemble a lieu à l'issue des délibérations, compte tenu des modifications apportées lors de l'examen de détail.

² Lors d'un vote d'ensemble, les voix sont toujours comptées.

Résultat du vote
(art. 45 s. LCo,
art. 6 let. b, 8a
RELCo)

Art. 60 ¹ Le vote se fait électroniquement. Le résultat nominatif de chaque vote électronique est joint au procès-verbal de la séance. Si le système est défaillant, le vote a lieu à main levée.

² Pour assurer l'exactitude des votes à main levée, le ou la Président.e demande le décompte des voix, sauf en cas de majorité évidente.

³ En cas de doute sur le résultat d'un vote à main levée sans qu'il y ait cependant contestation, le ou la Président.e peut de son propre chef faire répéter le vote.

⁴ Le vote a lieu au scrutin secret lorsque la demande qui en est faite est admise par le cinquième des membres présents.

⁵ Les décisions sont prises à la majorité des suffrages, les abstentions, les bulletins blancs et les bulletins nuls n'étant pas comptés. En cas d'égalité, le ou la Président.e départage.

^{5bis} Le vote des investissements liés au Budget se fait également électroniquement. Si le système est défaillant, il n'est pas nécessaire de procéder au dénombrement des voix lorsque le vote est évident. En tout temps, un membre du Conseil général peut demander le décompte des voix. Dans ce cas, le ou la Président-e répète le vote.

⁶ En cas de contestation sur le résultat d'un vote, le Bureau décide de la répétition du vote.

⁷ Pour le surplus, les articles 45 et 45a de la loi sur les communes sont applicables.

Contestation de l'ordre des votes (art. 34 al. 2 let. b LCo, art. 6 let. d RELCo)

Art. 61 Chaque membre peut contester l'ordre des votes proposé par le ou la Président-e. Dans ce cas, la séance est suspendue et le Bureau tranche la contestation.

Motion d'ordre (art. 42 al. 3 LCo, art. 7 RELCo)

Art. 62 ¹ La motion d'ordre est le mode d'intervention par lequel un membre propose une modification du cours des débats, notamment un changement dans l'ordre du jour, une clôture de la discussion en vue d'un vote, une suspension de la séance ou un ajournement des débats.

² Pour déployer ses effets, la motion d'ordre doit être acceptée par le Conseil général qui tranche séance tenante après discussion.

Section 3 : Divers

Propositions (art. 17 al. 1 et 20 LCo, art. 8 RELCo)

Art. 63 ¹ Chaque membre peut faire des propositions sur des objets relevant du Conseil général.

² Les propositions ont pour but de demander au Conseil communal d'étudier un problème déterminé et de présenter un rapport au Conseil

général. Les propositions peuvent tendre à obtenir qu'une mesure ou qu'une décision soit prise ou un règlement adopté.

³ Une proposition ne peut en aucune façon tendre à obtenir la reconsidération d'une décision du Conseil général prise dans la même séance. Le ou la Président·e informe immédiatement l'auteur·e d'une telle proposition que cette dernière est nulle et non avenue. En cas de contestation, le Bureau tranche séance tenante.

⁴ Seul le Conseil communal peut proposer au Conseil général de traiter à nouveau un objet qui a donné lieu à une décision de ce dernier dans les trois ans qui précèdent.

Postulats

Art. 64 ¹ Chaque membre peut aussi présenter des postulats sur des objets relevant du Conseil communal.

² Les postulats ont pour but de demander au Conseil communal d'étudier un problème déterminé et de présenter un rapport au Conseil général.

Dépôt des propositions et des postulats

Art. 65 ¹ Chaque proposition ou postulat est formulé en principe par écrit. L'annonce du dépôt par l'énoncé du titre est faite dans les "Divers". Le développement des arguments est renvoyé à la séance suivante.

^{1bis} En cas de dépôt oral, l'énoncé du titre et le développement doivent se faire séance tenante.

² La proposition ou le postulat écrit peut aussi être adressé au Secrétariat qui les transmet à tous les membres du Conseil général et les publie sur le site internet de la Ville.

Examen des propositions et des postulats par le Bureau

Art. 66¹ La proposition ou le postulat est transmis au Bureau qui en examine la recevabilité et la qualification formelle. Le Bureau peut demander à ce propos l'avis du Conseil communal.

² Le Bureau émet un préavis à l'attention du Conseil général avant la prochaine séance de ce dernier. Tout préavis concluant à l'irrecevabilité ou à une autre qualification que celle retenue par l'auteur·e est motivé.

Traitement des propositions et des postulats par le Conseil général

Art. 67¹ Lors du traitement d'une proposition ou d'un postulat, le Conseil général en examine tout d'abord la recevabilité ou la qualification formelle, si celles-ci sont contestées. Le ou la Président·e donne connaissance de l'avis du Bureau. Après avoir entendu le Conseil communal et l'auteur·e, le Conseil général en débat, puis vote.

² Après avoir entendu le Conseil communal et l'auteur·e, le Conseil général débat, puis décide de la transmission d'une proposition ou d'un postulat.

³ Les dates de dépôt et de transmission au Conseil communal d'une proposition ou d'un postulat sont publiées sur le site internet de la Ville.

Détermination du Conseil communal

Art. 68¹ Le Conseil communal dispose d'une année pour répondre à la proposition ou au postulat qui lui ont été transmis.

² Le Conseil communal donne connaissance de sa réponse aux membres du Conseil général par courrier électronique au plus tard dix jours avant la séance durant laquelle cet objet sera présenté

au Conseil général et la publie simultanément sur le site internet de la Ville.

^{2bis} Lors de la séance, le Conseil communal peut présenter sa réponse sous forme résumée.

³ La réponse du Conseil communal sur une proposition est soumise à discussion, puis au vote du Conseil général. La décision de ce dernier n'est qu'une décision de principe lorsque la proposition demande une longue étude.

⁴ L'auteur·e du postulat s'exprime brièvement sur la réponse du Conseil communal.

⁵ La date de présentation de la réponse du Conseil communal est publiée sur le site internet de la Ville.

Propositions
internes

Art. 69 Les propositions dont les effets sont exclusivement internes au Conseil général, en particulier celles qui tendent à la constitution de Commissions, sont examinées par le Bureau. Celui-ci les soumet, avec son préavis, au Conseil général, séance tenante ou lors de la prochaine séance, dans la mesure où elles appellent une décision.

Questions (art. 17
al. 2 LCo, art. 8
RELCo)

Art. 70¹ Chaque membre du Conseil général peut également poser au Conseil communal des questions sur un objet de son administration.

² Les questions sont posées oralement ou par écrit. Les questions formulées par écrit au préalable doivent être réitérées par leurs auteur·e-s lors de la séance.

³ Le Conseil communal répond immédiatement ou lors de la prochaine séance. Il peut aussi

adresser sa réponse par courriel aux membres et aux médias pour la prochaine séance; le cas échéant, il la publie également sur le site internet de la Ville.

⁴ Le ou la Président.e demande à l'auteur.e de la question s'il ou si elle est satisfait.e de la réponse du Conseil communal. Si une question supplémentaire est posée par l'auteur.e de la question et qu'elle a trait au même objet, le Conseil communal peut y répondre.

Règles
communes

Art. 71 ¹ Le nom de l'auteur.e et l'objet des propositions, des postulats et des questions qui n'ont pas été traitées séance tenante figurent à l'ordre du jour de la prochaine séance.

² Dans le cas où, entre le dépôt d'une proposition ou d'un postulat et la décision quant à sa transmission, son auteur.e cesse d'être membre du Conseil général, l'intervention est rayée du rôle, à moins qu'elle ne soit reprise par un autre membre.

³ Si l'auteur.e d'une proposition ou d'un postulat cesse d'être membre du Conseil général après sa transmission, la proposition ou le postulat continue à déployer ses effets selon la procédure légale.

⁴ Si l'auteur.e d'une question cesse d'être membre du Conseil général avant la séance au cours de laquelle est donnée la réponse du Conseil communal, la question est rayée du rôle, à moins qu'elle ne soit reprise par un autre membre.

⁵ Le Secrétariat fait connaître au groupe auquel appartenait le membre démissionnaire l'état des propositions, des postulats, ou des questions dont le sort est lié à leur reprise éventuelle par un autre membre du Conseil général.

Résolutions

Art. 72 ¹ La résolution est la proposition faite au Conseil général d'exprimer de manière purement déclarative son opinion sur un évènement.

² Le droit de proposer des résolutions appartient au Bureau ainsi qu'à chaque membre. Le projet de résolution est déposé auprès du ou de la Président·e à l'ouverture de la séance et distribué aux membres. Le ou la Président·e en donne connaissance dès l'ouverture des "Divers". La résolution est ensuite mise en discussion et soumise au vote.

³ Le Conseil général vote séance tenante sur les projets de résolutions. En se prononçant sur une résolution, le Conseil général propose également le mode de communication et les destinataires éventuels de la résolution. Si le projet de résolution mérite examen, le Bureau suspend la séance et donne son avis au Conseil général avant de passer au vote.

⁴ Les résolutions du Conseil général sont publiées sur le site internet de la Ville.

Autres interventions

Art. 73 Les autres interventions telles que les observations, remarques, souhaits, requêtes, demandes, critiques, etc. sont traitées de la même manière que les questions.

Section 4 : Bon ordre des débats

Dignité des débats et maintien de l'ordre (art. 23 LCo)

Art. 74 ¹ Les membres veillent à maintenir entre eux les égards qu'exige leur fonction.

² Ils usent de la réserve nécessaire propre à sauvegarder un déroulement harmonieux de la séance. Ils s'adressent au ou à la Président·e, à l'assemblée ou au Conseil communal et évitent toute prise à partie personnelle. Les membres mis en cause peuvent demander la parole.

³ Le membre du Conseil général qui blesse les convenances est rappelé à l'ordre par le ou la Président·e. S'il continue à troubler l'ordre, le ou la Président·e lui fait quitter la salle.

⁴ Si des tiers troublent la séance, le ou la Président·e peut ordonner leur expulsion.

⁵ Si l'ordre ne peut être rétabli, le ou la Président·e lève la séance.

⁶ Ces faits sont consignés dans le procès-verbal.

Huissier ou huissière

Art. 75 Un·e huissier·ère assure le service du Conseil général durant ses séances aux ordres du ou de la Président·e.

Contenu et délai de rédaction (art. 22, 42 al. 4, 103bis LCo, art. 13 al. 2 RELCo)

Art. 76 ¹ Les délibérations du Conseil général sont consignées dans un procès-verbal qui contient notamment le nombre de membres du Conseil général et du Conseil communal présents, la liste des membres du Conseil général et du Conseil communal excusés ou absents, les décisions, le résultat de chaque vote ou élection et les discussions, les propositions, les postulats, les questions et autres interventions des membres du Conseil général ainsi que les réponses du

Conseil communal. Il est signé par le ou la Président·e et le ou la Secrétaire. ⁶

² Le procès-verbal doit être rédigé dans les vingt jours. Il peut être consulté et obtenu au Secrétariat de Ville. Il est publié sur le site internet de la Ville dès sa rédaction.

Expédition et approbation (art. 22 LCo)

Art. 77 ¹ Le procès-verbal est soumis à l'approbation du Conseil général au cours de la séance suivante. A cet effet, une version intégrale est envoyée à chaque membre du Conseil général au plus tard avec la convocation à cette séance, sous forme imprimée ou électronique au choix des membres du Conseil général.

² S'il y a deux séances dans un délai inférieur à vingt jours, le procès-verbal des deux séances peut être envoyé ultérieurement aux membres, mais au plus tard avec la convocation à la séance au cours de laquelle il sera soumis à l'approbation du Conseil général.

Documents et enregistrement (art. 3 al. 2 RELCo)

Art. 78 ¹ Dans la mesure du possible, les membres remettent au Secrétariat le texte de leurs interventions.

² Les débats sont enregistrés. L'enregistrement est effacé après l'approbation du procès-verbal. En cas de contestation, le Bureau tranche définitivement.

Droit d'accès aux documents (art. 42c s. RELCo)

Art. 79 ¹ La procédure applicable aux demandes d'accès à un document officiel est celle prévue

⁶ Modification adoptée par le Conseil général le 5 avril 2022, approuvée par la Direction des institutions de l'agriculture et des forêts le 16 janvier 2023.

par l'ordonnance du 14 décembre 2010 sur l'accès aux documents (OAD).

² La demande d'accès à un document officiel émanant du Conseil général ou de l'une de ses Commissions est adressée au ou à la Président-e du Conseil général, qui la traite lorsqu'elle ne soulève pas de difficultés particulières au sens de l'art. 8 OAD.

³ Dans les autres cas, la demande d'accès est traitée par le Bureau du Conseil général. Les membres du Bureau peuvent être consultés par courrier électronique afin de respecter le délai de réponse prévu à l'art. 13 OAD.

⁴ Lorsqu'il s'agit d'un document émanant d'une Commission, l'avis de son ou sa Président-e est sollicité.

Chapitre 5 : Dispositions finales

Voies de droit
(art. 154 LCo)

Art. 80 ¹ Toute décision du Conseil général ou de son Bureau peut, dans les trente jours, faire l'objet d'un recours au Préfet ou à la Préfète.

² Ont qualité pour recourir les membres du Conseil général ainsi que le Conseil communal.

Référendum (art.
52 LCo)

Art. 81 ¹ Le Conseil communal indique dans ses propositions de décisions celles qui peuvent faire l'objet d'un référendum facultatif.

² Le référendum facultatif peut être demandé par écrit par le cinq pourcent des citoyen·ne·s actifs et actives de la commune.

Approbations légales (art. 148 LCo)	Art. 82 Le ou la Secrétaire pourvoit à la communication des actes du Conseil général soumis à l'approbation des autorités cantonales.
Publications légales (art. 137 LEDP)	Art. 83 Le Conseil communal procède aux publications légales des actes du Conseil général soumis à publication.
Indemnités	Art. 84 ¹ Les membres reçoivent pour les séances du Conseil, du Bureau, des Commissions et des groupes les indemnités fixées par le Conseil général. ² Lorsque le Bureau ou les Commissions font appel à des tiers en tant qu'expert·e·s ou conseil, ceux-ci ou celles-ci sont indemnisé·e·s selon entente préalable avec les intéressé·e·s et le ou la Président·e du Conseil général. ³ Les indemnités sont versées en fonction de la liste des présences et des contrôles effectués. En cas de doute ou de contestation, le Bureau tranche définitivement. ⁴ Le ou la Secrétaire procède au versement des indemnités, par semestre.
Communications des règlements	Art. 85 ¹ Un exemplaire du présent règlement, disponible en français et en allemand, est remis à chaque membre. Les autres règlements lui sont remis sur demande. ² Les règlements communaux sont disponibles sur le site internet de la Ville, tout comme ceux des Commissions du Conseil général.
Référendum	Art. 86 Le présent règlement peut faire l'objet d'une demande de référendum, conformément à l'article 52 LCo.

-
- Abrogation **Art. 87** Le règlement du 18 février 2008, modifié les 29 septembre 2008, 1^{er} mars 2010 et 28 mars 2017 est abrogé.
- Entrée en vigueur **Art. 88** Le règlement dans sa nouvelle teneur entre en vigueur dès son approbation par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts.

Ainsi adopté en séance du Conseil général de la Ville de Fribourg,
le 18 septembre 2018

Au nom du Conseil général de la Ville de Fribourg

Le Président :

Le Secrétaire de Ville adjoint :

Julien Vuilleumier

Mathieu Maridor

Approuvé par la Direction des institutions, de l'agriculture et des
forêts, le 11 janvier 2019

Le Conseiller d'Etat, Directeur :

Didier Castella